



L'intéressée certifie avoir reçu notification du présent arrêté.

Fait à Saint-Denis le :

Arrêté Municipal N° 376 /2024

Portant délégation pour la gestion et le suivi des affaires relatives au SECTEUR DE BOIS-DE-NEFLES

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
OPTIMISATION ET METHODES
Direction de la Sécurisation Juridique

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-DENIS

Vu l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales conférant à la maire le pouvoir de déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal ;

Vu l'arrêté n° 1068/2020 du 20 juillet 2020 portant délégation pour la gestion et le suivi des affaires relatives au SECTEUR DE BOIS-DE-NEFLES à Madame Audrey BELIM, Conseillère municipale ;

Considérant que pour permettre une bonne administration de l'activité communale, il convient de donner délégation à Madame Christèle BEAUMIER, Conseillère municipale ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de fonctions est attribuée à Madame Christèle BEAUMIER, Conseillère municipale, pour la gestion et le suivi des affaires relatives au SECTEUR DE BOIS-DE-NEFLES, comportant délégation de signature pour tous documents y afférents.

Article 2 : Cette délégation s'exercera sous ma surveillance et ma responsabilité. Elle subsistera tant qu'elle ne sera pas expressément retirée.

Article 3 : L'arrêté n° 1068/2020 du 20 juillet 2020 portant délégation pour la gestion et le suivi des affaires relatives au SECTEUR DE BOIS-DE-NEFLES à Madame Audrey BELIM est abrogé.

Article 4 : Le présent arrêté sera transmis au Préfet de la Région Réunion, pour exercice du contrôle de légalité. Une ampliation sera adressée à la délégataire pour notification ainsi qu'au Receveur municipal de la Commune de Saint-Denis.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de la Maire de la commune de Saint-Denis (Direction de la Sécurisation Juridique, 2 rue de Paris, 97717 Messag Cedex 9) dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne ou suivant la notification de la décision qui sera prise sur le recours gracieux, étant précisé que le silence gardé par l'autorité compétente pendant deux mois suivant la notification du recours gracieux fait naître une décision implicite de rejet qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois.

Fait à Saint-Denis, le 20 Fev 2024

La Maire


Ericka BAREIGTS

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20240220-376-2024-AR
Date de télétransmission : 21/02/2024
Date de réception préfecture : 21/02/2024

Date de mise en ligne : 05 MARS 2024